

AKTUELL

BUDGET 2019

Je vous ai apporté des bonbons

Luc Caregari

C'est le moment de marketing le plus propice de l'année : la présentation du budget sert avant tout à la coalition pour imprimer sa marque, et moins pour orienter le pays vers un avenir que tout le monde ignore.

650 millions d'euros de déficit programmé. Ce sera sûrement la plainte que l'on va entendre le plus de la part des partis d'opposition dans les semaines et mois à venir. Aussi parce que prendre un tel pari relève d'un certain culot dans une Europe germanique où la rigueur budgétaire, l'austérité et le fétichisme du « zéro noir » font partie du modèle à suivre. Se permettre de dépenser et d'investir plus que ce que l'on projette de percevoir peut donc paraître tout à fait iconoclaste, voire progressiste.

Mais est-ce vraiment le cas ? Un survol des principaux chiffres budgétaires laisse supposer que si le packaging est progressiste, l'esprit du budget est tout sauf révolutionnaire. L'exercice est plutôt planifié dans l'idée de maintenir le statu quo, en tenant compte des dynamiques économiques nationales et internationales. Ce n'est donc pas le grand soir, mais nous voulons rester ce que nous sommes - à l'avenir aussi. Et pour cela, certains investissements qui sont vendus comme des progrès se révèlent des adaptations nécessaires à la croissance du pays. Comme ceux faits dans les transports publics et les infrastructures routières : il ne s'agit pas de luxe, mais de projets indispensables si le pays veut rester compétitif. Ce qui est et reste le mantra de la coalition - sinon la baisse des impôts sur les sociétés ne ferait pas de sens.

Maintenir le statu quo à l'avenir

Du point de vue social, les mesures pour réduire les différences qui se creusent de plus en plus entre les plus riches et les plus pauvres ne sont pas légion. Certes, une bonne partie du budget part comme d'habitude dans les dépenses sociales (presque la moitié des dépenses de l'adminis-

tration centrale, soit 9.138 millions d'euros), mais leur répartition usuelle n'est pas vraiment affectée. Et les 100 euros nets de plus promis pour le salaire minimum (et obtenus par le LSAP) ne vont pas changer la donne radicalement - d'autant plus qu'ils seront mis en musique en deux étapes, une augmentation du brut et un crédit d'impôt. Et ce n'est pas le taux de TVA superréduit sur les tampons et les serviettes hygiéniques, ce qui est

un geste nécessaire sans doute, qui va refermer la fracture sociale.

Sinon, le budget 2019 traduit aussi le pouvoir des lobbys, qui ont fait pression avant les élections. Contrairement au budget 2014 avec le fameux « Zukunftspak », le gouvernement, qui ne croyait pas lui-même en sa propre réélection, peut cette fois faire des cadeaux. Ainsi, le budget de la culture a augmenté de 15 pour cent, sans atteindre toutefois un pour cent du total. Les conventions avec les associations montent de plus d'un million d'euros, les dotations aux établissements publics aussi en général et même la participation étatique à la fondation privée qui gère le Mudam va augmenter de presque un million - malgré les couacs qui secouent la gestion. Curieusement, nous n'avons pas trouvé une seule trace de la galerie nationale voulue par Xavier Bettel - juste quelque 36 millions alloués au réaménagement de la Bibliothèque nationale avec la mention « rue Notre-Dame » sous le chapitre concernant les travaux financés par les fonds d'investissement publics.

Bref, avec ce budget, le gouvernement a surtout voulu se faire un cadeau lui-même ainsi qu'à ses lobbys, pas vraiment aux citoyens ordinaires. Reste juste à espérer que la prochaine crise ne le forcera pas à revenir sur ses promesses de lendemains qui chantent.



SHORT NEWS

Grundschul-Referendariat: Überarbeitung gefordert

(tj) - „Das Praktikum für Lehrkräfte hat noch immer keinen Mehrwert“ - diese Ansicht äußerte das SNE/CGFP in einer kürzlich veröffentlichten Pressemitteilung. Seit Schuljahresbeginn 2016 müssen angehende Grundschullehrkräfte nach einem vierjährigen, sowohl theoretischen als auch praktischen Studium ein zweijähriges Referendariat absolvieren, bevor sie ihren Beruf antreten dürfen. Obwohl die Gewerkschaft die Reduzierung der Praktikumsdauer von drei auf zwei Jahre begrüßt, ist sie der Ansicht, dass es nicht reiche, den Rahmen zu ändern - auch der Inhalt müsse grundlegend überdacht werden. Zurzeit besteht das Praktikum in den Augen des SNE/CGFP nämlich aus teils unsinnigen Wiederholungen des Uni-Stoffs und kostet Zeit und Energie, die produktiver in die Arbeit im Klassensaal investiert werden könnten. Neben einer inhaltlichen Überarbeitung des Referendariats fordert der SNE/CGFP die Abschaffung jeglicher Evaluation. Das Praktikum stelle den falschen Zeitpunkt dar, um zu ermitteln, ob jemand für den Beruf der Lehrkraft geeignet sei. Das müsse im ersten Jahr der Grundausbildung passieren. Das SNE/CGFP zeigt sich erfreut darüber, dass die 80-80-90 Regelung abgeschafft wurde, ebenso wie über eine rezente Äußerung von Claude Meisch, das Praktikum gegebenenfalls sogar auf ein Jahr reduzieren zu wollen.

Glyphosat-Studie muss veröffentlicht werden

(ja) - Das Gericht der Europäischen Union erklärte am Donnerstag, dem 7. März, eine Entscheidung der Europäischen Behörde für Lebensmittelsicherheit (EFSA) für nichtig. Diese hatte die vollständige Veröffentlichung von Studien über die Gefahren des umstrittenen Herbizids Glyphosat verweigert. Konkret handelte es sich um den Bericht, mit dem die erneute Zulassung bewertet werden sollte. Sowohl eine Privatperson als auch Mitglieder des Europäischen Parlaments hatten Zugang zu diesem gefordert. Die EFSA hatte argumentiert, es bestehe kein öffentliches Interesse an den Teilen „Material, Versuchsbedingungen und Methoden“ sowie „Ergebnisse und Analyse“. Außerdem könnten die darin enthaltenen Informationen die geschäftlichen Interessen der betreffenden Unternehmen schädigen. Das Gericht stellte fest, dass nach der Aarhus-Konvention, die den Zugang zu Umweltinformationen für Bürger*innen garantiert, die Studienergebnisse veröffentlicht werden müssen. Die Wirkungen von Glyphosat seien nicht nur theoretisch, da das Mittel zum Einsatz kommt. Daher habe die Öffentlichkeit ein Recht, dessen Auswirkungen zu erfahren. Die grüne EU-Abgeordnete Tilly Metz begrüßte die Entscheidung in einer Pressemitteilung als „Erfolg im Kampf für den Schutz der Gesundheit, Umwelt und Artenvielfalt“.

online

Videospiel, Klimapolitik und Kulturfabrik

En plus de notre édition hebdomadaire sur papier, nous publions chaque jour des articles sur woxx.lu. Par exemple :

Neben der Printausgabe publizieren wir regelmäßig neue Artikel auf woxx.lu, hier einige Highlights dieser Woche:

Aspro: un glossaire pour mieux comprendre les métiers du spectacle L'association luxembourgeoise des professionnels du spectacle vivant (Aspro) vient de mettre en ligne la première mouture d'un glossaire qui explique ce qui se passe dans les coulisses du théâtre. woxx.eu/mu84

Vergewaltigung zur Unterhaltung Ein Videospiel mit dem Ziel, Frauen zu vergewaltigen und umzubringen, wird im Netz zurzeit heftig kritisiert. Die Versuche des Entwicklers, die misogynen, gewaltverherrlichenden Inhalte zu verteidigen, scheitern kläglich. woxx.eu/4hxl

Klimapolitik: Ehrgeizige Ziele, wenig konkrete Maßnahmen Vergangene Woche wurde der Entwurf des nationalen Klima- und Energieplans vorgestellt. Die Regierung steckt sich hohe Ziele. woxx.eu/9sju

ADR vs. Kulturfabrik Kartheiser erhält Nachhilfe Dass die ADR versucht, die AfD-Masche nachzumachen und linke Kulturzentren anzugreifen, darüber berichtete die woxx bereits im Januar. Nun liegt die Antwort der Kulturministerin Sam Tanson vor. woxx.eu/3w7p